

Communiqué du bureau de la SoPHAU  
sur la situation de l'enseignement et de la recherche en France

Quatre mois après les élections législatives, suivies en septembre de la nomination d'un nouveau gouvernement, le bureau de la SoPHAU constate que l'université est confrontée aux mêmes préoccupations qu'avant l'été et à une aggravation des difficultés. Il dénonce :

- la réduction du financement de l'enseignement et de la recherche (300 millions d'euros en moins pour les universités), tandis que le Projet de loi de finances ne prévoit aucune mise en cause du Crédit impôt recherche, véritable cadeau fiscal ;
- la reprise des réformes contestées (la formation et le recrutement des enseignants, « l'acte II » de l'autonomie des universités) ;
- la suppression de 4 000 postes dans les 1<sup>er</sup> et 2<sup>d</sup> degrés d'enseignement, ce qui aura une incidence majeure sur les formations préparant aux concours et les étudiants qui y sont inscrits ;
- la proposition de création d'une commission d'enquête « relative à l'infiltration des idéologies contraires aux valeurs de la République dans l'enseignement supérieur », qui vise à museler toute réflexion sur les inégalités et à censurer la diversité des opinions.

Ces projets du gouvernement sont autant d'entraves à la qualité de la recherche et de l'enseignement publics, ainsi qu'à la liberté académique.

Le bureau de la SoPHAU réitère son opposition à ces projets gouvernementaux et en demande l'abandon.

Paris, le 21 octobre 2024